

GÉS-4. ÉTAT, COLONISATION, DÉCOLONISATION, GUERRES COLONIALES

A. ENVOI PAR INTERNET DU COURS COLO-DÉCOLO FRANCE (QUI DÉBORDE) ¹

B. SUPPLÉMENTS

1°) Les campagnes du Second Empire

Voir les pages polycopiées de J.-P. Bertaud & W. Serman, tome I (1789-1919) de la *Nouvelle histoire militaire de la France*, Fayard, 1998, 855 p.

2°) La Kabylie 1871

Voir les pages polycopiées de J.-P. Bertaud & W. Serman, tome I (1789-1919) de la *Nouvelle histoire militaire de la France*, Fayard, 1998, 855 p.

3°) L'établissement du protectorat français sur la Tunisie

a) Les préliminaires

La Tunisie était en principe sous la souveraineté ottomane. En fait, le gouverneur ou *bey* de Tunis était à peu près indépendant. Le bey **Mohamed Soddok** (1859-1882) avait essayé de moderniser le pays et publié une constitution en 1861.

Mais d'une part il avait de la peine à assurer son autorité, d'autre part les besoins d'argent l'amenaient à faire des emprunts qu'il se trouvait hors d'état de rembourser, d'où la création en 1869 d'une Commission internationale de la Dette.

Les puissances européennes (surtout la Grande-Bretagne, la France et l'Italie) rivalisaient pour établir leur influence en Tunisie, par l'intermédiaire de leurs consuls. Leur méthode consistait à obtenir des concessions de travaux publics pour les sociétés de leur pays. En 1880 la compagnie italienne Rubattino parvint à acheter la concession du chemin de fer Tunis-La Goulette à une compagnie anglaise, en l'emportant sur une société française, qui avait déjà acheté une très vaste propriété de 90 000 ha.

Deux pays surtout rivalisent en vue d'une colonisation, la France et l'Italie. Au congrès de Berlin (1878) la France reçut les encouragements de :

- Bismarck qui voulait la détourner de l'Alsace-Lorraine et aussi la brouiller avec l'Italie
- de la Grande-Bretagne qui ne voulait pas que l'Italie contrôle les deux rives de la Méditerranée

Mais dans la France des années 1870, en la matière, c'est surtout le « recueillement » qui

¹ Le 20 octobre

domine

b) L'intervention (1881)

élément déclencheur : les incursions en Algérie de tribus tunisiennes, recensées à hauteur de plus de 2 000 dans la décennie 1870 par les autorités françaises. Une nouvelle, celle de 500 Kroumirs qui tuent 5 soldats français, début 1881

Gambetta incite le Président du Conseil Ferry (cf. biographie dans le dossier biographique) à agir >>> crédit voté par la Chambre des députés le 7 avril 1881 (2 voix contre seulement !)

30 000 hommes franchissent la frontière algérienne et 8 000 débarquent à Bizerte >>> le 12 mai 1881 le bey signe le traité du Bardo, par lequel il reconnaît le protectorat de la France

le gouvernement français rappelle ses unités ; insurrection dans le Sud (Sousse, Sfax, Kairouan, Gabès) le 18 juin 1881, qui glisse à la guerre sainte (*Djihad*) >>> deuxième expédition militaire française : prise de Kairouan, Gafsa, Gabès en octobre-novembre

interpellation par Clemenceau (mortalité dans corps expéditionnaire) >>> démission de Ferry (10 nov. 1881) après ce mot : « Ce (le protectorat) n'est pas un coup de Bourse... mais un coup de fortune pour la France »

c) Le protectorat (1883)

mort de Saddok en 1882. L'année suivante (8 juin 1883 le traité du Bardo est complété par la convention de La Marsa :

- bey garde théoriquement sa souveraineté
- institutions tunisiennes sont maintenues
- un Résident général français a pouvoir d'investir le bey, de contrôler son gouvernement et de jouer le rôle de ministre des Affaires étrangères
- 1^{er} : Paul Cambon
- l'administration locale est dirigée par 36 caïds tunisiens, surveillés par 19 « contrôleurs civils » français
- système double aussi pour les tribunaux

le prot. tunisien ne dépend pas du ministère de la Marine mais du min. des Affaires étrangères

problème financier, provoqué par le dualisme ci-dessus

problème italien :

- Italiens beaucoup + nombreux que les Français
- convention de 1868 leur avait donné le droit de garder leur nationalité et de bénéficier de juridictions « consulaires » pendant 28 ans
- renouvellement en 1896, avec précisions : droit d'exercer une profession libérale avec un

diplôme italien, maintien des écoles italiennes, droit de conserver la nationalité à perpétuité

4°) Les autres conquêtes et expéditions coloniales de la IIIe République

a) Indochine et Chine

Voir les pages polycopiées de J.-P. Bertaud & W. Serman, tome I (1789-1919) de la *Nouvelle histoire militaire de la France*, Fayard, 1998, 855 p. et la carte polycopiée dans l'*Atlas des empires coloniaux XIXe-XXe siècles*, Autrement, 2012, 96 p.

b) La conquête de Madagascar (1895)

protectorat en 1885 (voir *Débuts*)

division du parlement : socialistes et radicaux sont contre, le groupe colonial doit monter au créneau

L'expédition est montrée à l'opinion publique comme une grande affaire nationale

les conditions militaires :

- 15 000 militaires, dont 8 000 soldats du contingent, tirés au sort dans toutes les garnisons du pays
- 6 000 mulets, convoyés par 7 000 Algériens ; 5 000 « voitures Lefebvre », expérimentées en Afrique occ. qui vont s'avérer inutilisables dans les fondrières de Madagascar >>>> on va demander de construire des routes aux soldats du contingent !
- manque de quinine >>> 25 morts au combat seulement, mais 5 756 soldats morts de maladie (près des ¾ de paludisme) >>> le record des pertes de la conquête coloniale

nouvelles provoquent en métropole une poussée d'anticolo. Mais le cdt en chef, le général Duchesne bénéficie du manque de résistance malgache organisée et prend la décision (risquée) de mettre sur pied une colonne légère (4 000 hommes quand même) de soldats de métier qui prend Tananarive

il interdit tout pillage, pour ménager l'avenir de ce qui reste un protectorat (un 2^e traité est signé avec le pouvoir *hova*), sur un pays où la France ne laisse que quelques garnisons (le corps expéditionnaire est rapatrié)

mais à Paris les partisans de l'annexion protestent >>> un 3^e traité (janvier 1896), de « prise de possession » par la France (!) ; une loi (août 1896) transforme la Grande Ile en colonie (*sic*)

De plus l'opposition des socialistes et de Denys Cochin (*cf.* biographie dans le dossier biographique) à l'esclavage fait qu'il est aboli sans délai en sept. 1896 (peu après Gallieni devient résident général, avec tous pouvoirs civils et militaires)

Gallieni dépose, de sa propre autorité, la reine Ranavalona III en février 1897, abolit la royauté et exile la reine à La Réunion >>> protestations parlementaires, mais long feu : acceptation à l'unanimité, Gallieni devient gouverneur général et poursuit l'œuvre royale

d'unif. de la Grande île (entamée par la reine Andrianampoinimerina)

c) La guerre du Rif

B A BA sur la guerre du Rif (1925-1926 pour la France) : voir le A

soutien du PCF à Abd el-Krim : voir le A + Doriot : biographie dans le dossier

biographique

Corrections et compléments grâce à G. Ayache, *La guerre du Rif*, L'Harmattan, 1996, 258 p. :

- Lyautey (cf. biographie dans le dossier biographique) a longtemps regretté la zone d'influence puis le protectorat espagnol sur le Nord du Maroc, le Rif
- Abd el-Krim a créé un véritable état, l' « État rifain »

4°) Quelques précisions sur l'anticolonialisme

un des anticolonialismes, le socialiste, insiste beaucoup sur les guerres coloniales,

cf. Paul Louis : « Successivement, nous avons montré que notre expansion coloniale, étrangement accélérée et aggravée depuis 1881 [...] contribuait enfin à entretenir ce fléau dévorant, le militarisme, et son aboutissement logique, la guerre. »¹ Évidemment Gustave Hervé va plus loin :

« Voilà ce que je voudrais voir insérer en tête de notre programme minimum :

- 1° renonciation formelle à toute guerre coloniale, étant bien entendu que les colonies actuelles passeraient de la tutelle des missionnaires et du gouvernement des militaires à l'administration civile dont le premier devoir serait de veiller à l'intérêt matériel et moral des peuples indigènes ;
- 2° renonciation non pas hypocrite et sournoise, mais formelle à toute guerre de revanche, c'est à nous d'oser dire tout haut ce que les autres pensent tout bas, même les nationalistes qui ne veulent pas plus que nous d'une revanche ;
- 3° solution de conflits qui pourraient survenir par l'arbitrage. »²

On remarque, bien entendu, que la guerre coloniale est en tête des trois points ! G.Hervé publiera ensuite dans *La Guerre sociale* (1907) des articles titrés « Vivent les Marocains ! », « Hardi les Marocains ! »

anticolonialisme anarchiste est contre la guerre aussi, bien sûr

on pourrait citer aussi les syndicalistes de la CGT, fort proches des anarchistes (Victor Griffuelhes par ex.)

¹ P.Louis, « La colonisation sous la Troisième République », *Revue socialiste*, 1897, p. 24, cité par Ch.-R.Ageron, *L'anticolonialisme en France de 1871 à 1914*, PUF, Dossier Clio, 1973, 96 p., pp. 75-76. Comme livre plus récent que celui d'Ageron, J.-P.Biondi & G.Morin, *Les anticolonialistes (1881-1962)*, R.Laffont, coll. « Pluriel », 1992, 389 p.

² G.Hervé au IV^e Congrès général du parti socialiste français à Tours (1902), cité dans Ch.-R.Ageron, *L'anticolonialisme en France de 1871 à 1914*, op. cit., p. 78-79 et, moins longuement, dans J.-P.Biondi & G.Morin, op. cit., p. 79 (aussi !).

ajoutons Anatole France qui, dans *L'Île des Pingouins*, évoque la « guerre du coton » et la « guerre des parapluies »

Paul Vigné d'Octon (1859-1943) ¹ :

- Cf. Débuts & *BÉ* : ancien médecin militaire (infanterie de Marine) et colonial, anticolonialiste et antimilitariste (*Au pays des fétiches*, 1891 ; *La Gloire du sabre*, 1900)
- né à Montpellier 1859
- a connu l'Afrique en tant que médecin de la Marine
- député de l'Hérault, maire d'Octon, romancier quatre fois candidat à l'Académie française (en vain)
- interpellations vigoureuses à la Chambre des députés au moment de la campagne de Madagascar ; dénonciation de Voulet et Chanoine (voir plus loin)
- publications : *La Gloire du Sabre*, 1900, *La Sueur du Burnous*, 1911 ; nombreuses conférences sur les « brigandages coloniaux »
- dénonce vigoureusement les excès de la colonisation, mais sans jamais vraiment traiter des principes
- dernier tiers de sa vie consacré au naturisme : odes au soleil, nature méditerranéenne, nudisme, un naturisme anarchiste, hygiène de vie, sports, articles pour la *Revue naturiste*

¹ C.Roche, *Paul Vigné d'Octon (1859-1943). Les combats d'un esprit libre, de l'anticolonialisme au naturisme*, L'Harmattan, 2009, 176 p.

5°) Les sociétés de géographie pendant la Première Guerre Mondiale, d'après la version mise à jour car sans cesse remaniée de ma thèse d'État (les SG figurent dans ce cours car elles étaient depuis longtemps des « chevilles ouvrières » de l'exploration et de la conquête coloniale, cf. Débuts)

Prestige et avance de l'Allemagne, certes, mais guère de germanophobie, tout au moins avant la Grande Guerre : le ton avait été fort modéré vis-à-vis de la Prusse en 1870 et 1871, le patriotisme ultérieur est considérablement nuancé chez les géographes français. Attendons-nous à voir la fondation des Sociétés de province sans doute fréquemment placée sous le signe de la Revanche et de l'"instituteur prussien", mais cela ne va-t-il pas rapidement tourner à l'usuel et au rituel ? C'est seulement pendant l'entre-deux-guerres, lorsque des Sociétés de Géographie, outre-monts et outre-Rhin, clament "À nous la Savoie !" aussi bien que "Heil Hitler !" qu'on a la nette impression de la fin d'une époque, celle d'une "internationale" des Sociétés consacrées à la Géographie, mais hors de nos frontières : ce n'est manifestement pas du fait de la France. De nombreuses notes sur la délimitation des frontières dans les années 1890 sont publiées, notamment dans les *Bulletins* de province, mais l'état d'esprit dominant est beaucoup plus germanophobe qu'anglophobe. On objectera que pour la période ici considérée, c'est-à-dire celle d'après 1890, l'implication nationaliste principale de la "course au clocher" est l'anglophobie. Ma réponse est nette et simple, au moins pour les Sociétés françaises de Géographie : l'absence d'anglophobie, traditionnelle avant les années 1880, demeure totale, même aux pires moments. Il n'y a donc pas de Fachoda des Sociétés de Géographie ! Y aura-t-il par contre une Première Guerre mondiale ?

La Guerre de 14, devenant la Grande Guerre, est une question-clef. Devient-elle pour les Sociétés de Géographie la grande affaire ? Elle gêne, déjà, la parution des publications, celle de *La Géographie* en particulier, qui eut un seul numéro pour la période allant d'août à décembre 1914, le suivant attendant le mois d'avril 1915 pour sortir, le tout étant réuni en un seul volume, qui s'ouvre par le discours prononcé par Charles Lallemand – patronyme lourd à porter en France à l'été 1914 – , président de la Commission centrale, à la séance de "rentrée" du 27 novembre 1914 : très hostile à l'Allemagne, bien sûr, il envisage une nouvelle carte du monde après la victoire. Le discours du baron Hulot, secrétaire général de la Commission depuis 1897, intervention qui suit, rappelle que Joffre et Gallieni sont membres de la Société de Géographie de Paris, décrit les "œuvres" de circonstance installées dans l'hôtel de la Société, et exclut le membre correspondant suédois Sven Hedin, considéré comme propagandiste favorable à l'Allemagne : cet explorateur du Tibet et du Pamir devait d'ailleurs devenir un pronazi notoire. La séance se termine par une communication sur "l'Allemagne, ses ressources et ses ambitions". De l'autre front, entendons du vrai front, parviennent de temps à autre des salves de germanophobie très géographiques, certaines fort lexicologiques, comme celle qui fut

provoquée par la conférence prononcée le 11 juin 1915 par Émile Wagner à la Société de Géographie de Paris. Il avait employé l'expression de "hinterland", et le compte rendu de la séance fut publié au *Journal officiel* du 20 ; le 29, le lieutenant-colonel de Gennes envoie une carte postale aux armées indignée à la Société : "Ne trouvez-vous pas regrettable qu'à la Société de Géographie de France (*sic*), après près d'un an de guerre, on se serve de mots allemands ?" Le baron Hulot répond le 30 que "hinterland" "est en quelque sorte internationalisé et d'un usage courant depuis plus de vingt ans même dans les documents officiels" (pour des raisons vues, au fond, dans les pages précédentes), mais il admet néanmoins qu'il est "désirable que nous parvenions à libérer la langue des mots allemands qui ont un équivalent en France" ¹.

Pour publier, il fallait continuer à vivre et à diriger. Or, au début du conflit le prince Bonaparte, président (du bureau) de la Société "se mit à la disposition du Gouvernement et fut pris au Service géographique" ², le général Bailloud, vice-président, reprit du service : en conséquence, ce fut l'autre vice-président, Franz Schrader, qui présida effectivement les assemblées générales en 1914, 1915 et 1916. Quant à Charles Lallemand, président de la Commission centrale, il dirigea toutes les autres séances publiques, à la seule exception de deux d'entre elles. Mais ce fut le baron Hulot qui

"assura le fonctionnement administratif et financier sans autres défaillances que celles dues à sa santé, défaillances qui se produisirent durant le second semestre 1915 [il avait subi une grave opération au mois de juin] et depuis novembre 1917 jusqu'à sa mort",

comme écrit l'historique non signé de la Société pendant la guerre qui se trouve dans les archives ³. Entré à la Société à 31 ans, en 1888, l'année de la publication de son *Voyage de l'Atlantique au Pacifique*, il avait été scrutateur du bureau – poste honorifique – en 1893, avant d'être distingué par Charles Maunoir cherchant à se retirer : secrétaire adjoint de la Commission centrale en 1896, il remplaça totalement Maunoir dès l'année suivante. Approchant en août 1914 de la soixantaine, Étienne Hulot travailla avec acharnement à maintenir le niveau d'activité de la Société de Géographie de Paris, réussissant à éviter sa mise en hibernation : assurer, avec Charles Rabot (1856-1944), le

¹ Archives de la Société aux Cartes et Plans (Bibliothèque nationale).

² *La Géographie*, août-décembre 1914, p. 154.

³ 12 feuilles dactylographiées, datant probablement de 1940 (d'après deux mentions pp. 4 & 7), notice 4122 du colis n° 41 des archives de la Société de Géographie, historique que j'utiliserai largement. Le général Maurice Bailloud (1847-1921) était entré à la Société de Géographie en 1883. En 1898, il est le chef de la maison militaire du président de la République, deux ans plus tard il commande la deuxième brigade du corps expéditionnaire en Chine. En 1914, il est vice-président de la Société de Géographie, reprend du service et l'année suivante on le trouve à la tête de la 2e brigade du corps expéditionnaire français en Orient. Cf. Papiers Bailloud du Service historique de l'Armée de Terre à Vincennes, 1K67, et dossier de général du même Service, Gx/3/336.

secrétaire adjoint, la publication aussi régulière que possible de *La Géographie*¹, organiser 29 séances publiques, dont six assemblées générales, décerner 58 prix, dont 12 à titre posthume, mettre sur pied une trentaine de conférences, la plupart des sujets étant inspirés par la guerre... Il fut la véritable cheville ouvrière de la Société, ce qui abrégéa vraisemblablement sa vie : il mourut le 28 juin 1918, juste un an avant la signature du traité de Versailles². Matériellement, la tâche n'était pas facile, d'autant que des cinq employés de la Société, l'"agent" (Émile Baldauff) fut mobilisé et tué le 6 avril 1915, deux autres furent également mobilisés, un autre encore était en mission et mourut au Caucase (Réby) : il ne restait boulevard Saint-Germain que Mademoiselle Menu, la secrétaire-dactylographe. Parmi les membres, beaucoup étaient mobilisés, et la Société de Géographie de Paris eut 56 "morts pour la France".

Qu'étaient les "œuvres" organisées dès août 1914 et auxquelles Hulot consacrait tout à l'heure une description ? La comtesse Roederer, membre de la Société, mit sur pied une crèche pour les enfants du quartier dans les salles libres du siège social. D'un autre côté, l'Œuvre d'assistance aux explorateurs apparue en 1905 disposait d'un fond de 20 000 F, elle le consacra, en se transformant en Comité d'assistance, à soutenir les ambulances, subventionner les œuvres d'intérêt national et colonial, fournir un appoint aux caisses de secours du département de la Seine, distribuer des tricots aux combattants, éventuellement accorder dans certains cas une aide individuelle : un très nouveau, et généreux, mécénat, qui en un an excéda de... 7 500 F les fonds disponibles ! Une circulaire du 15 octobre 1915 lancée pour recueillir les dons des membres rapporta 12 000 F, dont 5 000 F venaient de la seule Banque d'Indochine : l'année 1916 ne permit de verser que des secours individuels, ainsi que des subsides au Comité d'assistance aux Troupes noires – fondé le 10 avril 1915³ – et au Comité d'assistance aux Travailleurs indochinois, fondé le 8 janvier 1916.

Grâce au baron Hulot, qui était doté de relations étendues dans les milieux militaires, politiques et mondains, la Société de Géographie s'efforça de fournir des informations sur la guerre : d'habiles enquêtes permirent d'obtenir sur les divers théâtres d'opérations une documentation qui dépasse largement le cadre des indications

¹ Il n'empêcha pas les retards de parution ni la réduction du volume global : 510 p. pour le tome juin 1914-décembre 1915, 492 p. pour 1916-1917, 652 p. pour 1918-1919, trois tomes, au lieu des 11 d'une période de paix de même durée. Bien entendu, le contenu est très largement consacré à la guerre.

² Né à Paris le 30 octobre 1857, Étienne Hulot avait fait plusieurs voyages, dont l'un, en Amérique du Nord, lui fournit la matière d'un ouvrage publié en 1888. Cet homme de droite au catholicisme affiché semble avoir envisagé d'abord une carrière politique, mais il se tourna vers la Société de Géographie sur les conseils du comte Henri de Bizemont et par dilettantisme. Il occupa le poste de secrétaire général avec beaucoup moins d'autorité que Maunoir et se dispensa vite du "rapport annuel".

³ Et non en mars. Il avait été constitué par la Société de Géographie, la Société anti-esclavagiste de France, le Comité de l'Afrique française et l'Union coloniale. Voir M. Michel, *L'appel à l'Afrique. Contributions et réaction à l'effort de guerre en A.O.F. (1914-1919)*, Publications de la Sorbonne, 1982, IX+533 p., pp. 370-371. Plus ambitieux, un Comité de l'effort colonial fut constitué l'année suivante et présidé par Paul Labbé, secrétaire général de la Société de Géographie commerciale et ancien explorateur (*Ibid.*, pp. 180-181).

journalistiques courantes¹. Cinq articles de synthèse, dont quatre sur les colonies, furent publiés sur ce sujet. Outre une trentaine de conférences classiques, la Société organisa à Paris des "conférences populaires", renouant avec un assez vieux rêve de vulgarisation (présenté au chapitre 5), mais déployé ici dans le cadre d'une propagande destinée à "éclairer" l'opinion sur les buts de guerre de l'Allemagne. Souvent adaptées des conférences déjà faites boulevard Saint-Germain, ces vingt "conférences populaires" n'occupèrent pas même une année entière (du 8 juin 1916 au 24 avril 1917)², mais elles furent réunies en deux volumes publiés en 1917 chez Alcan sous le titre *Les appétits allemands*.

Cependant, la Grande Guerre offrait une autre occasion : on sait que "le besoin de renseignements d'ordre géographique sur les champs de bataille réels ou éventuels et sur les nations ennemies incita le responsable du Service géographique de l'Armée à demander à Vidal de la Blache de l'aider dans la constitution d'une Commission de Géographie", qui au sein du Service comprenait, entre autres, Demangeon, Gallois, de Margerie et Emmanuel de Martonne, et certains travaillèrent comme conseillers géographiques lors de la conférence de la Paix et la préparation des traités autres que celui signé à Versailles³. Ne fut-ce pas ici la grande affaire de la Société de Géographie de Paris ? Suivant une suggestion de Louis Marin, membre de la Société depuis vingt ans et député de la Meurthe-et-Moselle⁴, la Commission centrale décida le 9 février 1916 la création de quatre "sous-commissions" ou "groupes d'études" pour la préparation de la paix :

France et front occidental
Europe, moins le front occidental
Asie-Océanie
Afrique

Les deux dernières s'occupaient bien sûr du domaine de prédilection de la

¹ Censure ? Je n'ai trouvé qu'un seul cas, et à la Société de Géographie commerciale, en 1917 seulement, mais il s'agit de trois pages entières (*Bulletin de la Société de Géographie commerciale*, 1917, pp. 179-181).

² 3 dans le 10^e arrondissement, 2 dans les 6^e, 9^e, 13^e et 18^e arrondissements, les autres dans les arrondissements restants, sauf les 1^{er}, 2^e, 8^e, 12^e, 14^e, 15^e et 20^e arrondissements. Quatre membres de la Commission centrale parmi les conférenciers bénévoles : Froidevaux, Hulot, Martel et Georges Blondel, vice-président de la Commission centrale (admis en 1898) et professeur au Collège de France.

³ V. Berdoulay, *La formation de l'école française de Géographie (1870-1914)*, thèse de III^e cycle, C.T.H.S., 1981, 245 p., p. 32.

⁴ Louis Marin fut par la suite président de l'Académie des sciences d'outre-mer et, de 1925 à sa mort en 1960, président de la Société de Géographie commerciale. Sa veuve, décédée en septembre 1980, a légué à la Société de Géographie du boulevard Saint-Germain un lot important de documents (notes, lettres, articles de presse, etc.) et une très copieuse et intéressante collection de clichés, se rapportant aux nombreux voyages effectués par son mari en Europe et en Asie, surtout de sa vingtième année (1891) à son entrée au parlement (en 1905), et minutieusement préparés. C'est à Louis Marin que la Société de Géographie commerciale, qui porta, elle aussi, une grande attention à la guerre, surtout sous l'angle économique, demanda sa première conférence (*Bulletin de la Société de Géographie commerciale*, 1915, pp. 109 & 190). De nombreux articles et comptes rendus du *Bulletin de la Société de Géographie commerciale* envisagèrent l'après-guerre, notamment dans le champ économique.

Société de Géographie de Paris¹; les archives de celle-ci nous renseignent correctement sur leurs travaux², qui commencèrent immédiatement et au sein desquels Louis Marin, membre de toutes les sous-commissions, joua un rôle essentiel. Dans quels buts pour l'Europe ?

"Ce que propose la sous-commission [Europe, moins le front occidental, le 1er mars 1916], c'est d'étudier les frontières dans lesquelles devront être confinés nos ennemis, en cas de victoire des alliés, de telle façon que le block (*sic*) austro-allemand soit désormais hors d'état de recommencer la guerre. Il y a donc lieu 1° d'envisager les réductions possibles de territoires 2° de déterminer les attributions de ces territoires. Toutefois ce second point implique certaines réserves pour ne pas éveiller la susceptibilité de tels ou tels de nos alliés, ainsi les Russes au sujet de la Pologne. Les questions qui surgiront seront multiples et complexes..."

Et d'ailleurs cette sous-commission "Europe, moins le front occidental" s'enfonça dans une véritable jungle de problèmes à la fois historiques et géographiques ; de nombreuses notes furent écrites, en particulier sur la constitution de la Yougoslavie, en liaison avec le Comité yougoslave³. La sous-commission "France et front occidental", envisagea des annexions et démembrements très étendus, que Gallois, de Margerie et Jean Brunhes s'efforcèrent de tempérer, mais porta un vif intérêt aux problèmes économiques, en particulier ceux du charbon et du fer, dans l'optique sarroise. Elle le fit grâce aux de Wendel, à la connaissance des travaux de la Conférence économique des gouvernement alliés tenue à Paris en juin 1916, et enfin en bénéficiant de l'apport de la Fédération des Industriels et des Commerçants français.

Le danger était évidemment de discuter dans le vide, alors que des négociations gouvernementales et diplomatiques pouvaient être très avancées, ce que distingua fort tôt, dès sa réunion du 8 mars 1916, la sous-commission "Asie-Océanie". Celle-ci s'intéressa surtout à l'acquisition par la France de la Syrie et du Liban⁴, à la question des Nouvelles-Hébrides, et aux Établissements français de l'Inde, les considérant volontiers comme une monnaie d'échange avec la Grande-Bretagne⁵, contre l'île Maurice par exemple. Le rapport essentiel de cette sous-commission, celui qui concernait la Syrie et la Palestine et s'attachait, entre autres, à réfuter, par la bouche d'Emmanuel de Martonne, l'argument du

¹ Mais les autres groupes du Parti colonial firent de même !

² Trois cartons des archives des Cartes et Plans : colis n° 9, 16 *bis* et 24. En plus, le colis n° 9 *bis* contient (notices n° 2297 & 2322) deux pièces assez anecdotiques : la sous-chemise "dossier du vicomte de Breuil" (correspondance et notes de 1915 sur la prétention du vicomte, membre à vie de la Société depuis 1874, à se prétendre roi d'une partie de l'Arabie !) et la lettre de Marfand (Périgueux, 2 septembre 1915), demandant que la France exige le protectorat sur la Syrie.

³ Exemple : H.Hinkovitch, "Le problème yougoslave", 25 mai 1916.

⁴ Serge Berstein a rappelé que la Chambre de Commerce de Lyon avait réclamé dès 1915 "la prépondérance française sur la Syrie au lendemain de la guerre, en alléguant les liens étroits entre ce pays, principal fournisseur de soie de la fabrique lyonnaise, et le marché lyonnais, l'installation de filatures au Liban par les Lyonnais, et en prévoyant un plan de mise en valeur du pays." (S.Berstein, *Édouard Herriot ou la République en personne*, Presses de la FNSP, 1985, 327 p., p. 53).

⁵ Ils sont parfois nommés "établissements français dans l'Inde *britannique*".

droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne fut prêt que le 28 juin 1916, soit... un mois après les accords Sykes-Picot, qui avaient déjà réglé la question !

La sous-commission Afrique s'occupa du "partage des colonies allemandes entre les puissances alliées intéressées", d'une refonte générale de la carte de l'Afrique coloniale, de questions d'ordre économique, de la révision possible des accords internationaux de Berlin, Bruxelles et Algésiras, et elle eut à lutter contre les "prétentions coloniales" de l'Italie : rapports, vœux, etc., furent adressés aux commissions parlementaires et au gouvernement.

Les études étaient certes très minutieuses, mais la minutie est-elle efficacité politique ? Pour parvenir à cette dernière, la Commission centrale tendit à fédérer les

"divers groupements qui se sont déjà occupés des questions coloniales, dans le but d'esquisser, en temps opportun, et d'accord avec le gouvernement, un programme commun, qui formerait le cahier des demandes du parti colonial." ¹

L'expression révélatrice est présente, et les sous-commissions coloniales eurent des relations avec les autres associations du parti colonial. Autre but explicité : agir sur l'opinion, ou sur une certaine opinion, en luttant contre "les idées du parti abstentionniste qui se constitue en France pour donner une solution négative à la question de Syrie." ² Progressivement, les sous-commissions fusionnèrent ³ et dans le domaine colonial concentrèrent leurs efforts sur la Syrie et les "ambitions coloniales italiennes", cette dernière hostilité étant confortée par un vœu de la Société de Géographie de Marseille. Une lettre de Louis Marin du 5 mai 1917 ⁴ prévoit une démarche collective du parti colonial auprès du président du Conseil Ribot pour lutter contre elles : cette lettre, avec pertinence, indiqua

"confidentiellement [...] que le gouvernement est très mal renseigné parce que les Affaires étrangères n'ont pas de documents assez précis sur toutes ces questions coloniales et que, d'autre part, nos coloniaux ne veulent pas croire à l'ambition des coloniaux italiens ou tout au moins s'imaginer que le Gouvernement n'aura pas la faiblesse d'y céder."

La délégation fut effectivement reçue par Alexandre Ribot le 21 mai 1917, rencontre devant être suivie quelques jours plus tard d'une réunion du parti colonial lui-même. La Société de Géographie a donc cessé d'agir seule, mais elle a aussi arrêté de

¹ Procès-verbal de la réunion de la sous-commission Asie-Océanie le 28 juin. On verra, pour le Parti colonial, P.Grupp, "Le parti colonial français pendant la Première Guerre mondiale : deux tentatives de programme commun", *Cahiers des Études africaines*, 14 (1974), n° 2, pp. 377-391.

² Première page du rapport lu à la séance du 28 juin 1916, un mois après les accords Sykes-Picot, et trois ans avant le traité de Versailles !

³ Exemple : "Asie et Afrique réunies" (*sic*).

⁴ Destinataire inconnu, confirmation par circulaire dactylographiée du 8, signée par Hulot, et procès-verbal de la séance du Groupe d'études pour l'examen des questions relatives au règlement de la paix du 11.

réfléchir : "groupe d'étude" et sous-commissions s'évanouissent pendant l'été 1917, évidemment à cause de la mise sur pied d'organismes officiels, le gouvernement français s'adaptant dans ce domaine comme dans d'autres à la Guerre mondiale. La Société de Géographie de Paris fut relayée en particulier par le Comité d'Études, composé d'universitaires, la plupart géographes, créé le 17 février 1917, sous le ministère Briand, par C.Benoist, député de la Seine. Il était présidé par Ernest Lavisse, avait Vidal pour vice-président et Emmanuel de Martonne pour secrétaire ¹. En tout cas, la Société de Géographie éprouve alors le sentiment de l'accomplissement de son devoir ayant consisté à "apporter [sa] quote-part à l'œuvre commune dans l'intérêt du pays et de la paix du monde." ²

Le manque de moyens de toutes sortes empêcha les Sociétés de Géographie de province, gênées elles aussi en 1914 ³, et sur le fond entièrement d'accord avec la mentalité guerrière et annexionniste de la Société de Paris, de sortir du cadre restreint de leurs locaux et de leurs publications, ou tout au moins de celles de leurs publications qui ne furent pas interrompues ⁴ : nombreux articles et conférences de circonstances ⁵, dont les minutieux "résumés historiques des opérations de guerre" de Jacques Léotard, secrétaire général de la

¹ D'après Jean-Louis Tissier, p. 296 du *Dictionnaire des intellectuels français*, dirigé par J.Julliard & M.Winock, Seuil, 1996, 1 258 p.

² *La Géographie*, avril 1917, p. 305. Prélude à un glivage de fait, très visible après la guerre, entre géographie universitaire et Société de Géographie, l'œuvre "annexionniste" entreprise ne groupa qu'une phalange de géographes : un Raoul Blanchard, par exemple, pourtant membre de la Société de Géographie en 1913 et fort patriote, n'y participa pas et n'en souffla mot dans son *Journal de guerre* (Manuscrit BDIC, O.229 Réserve), en général correctement informé. Il est vrai qu'il n'y envisage guère de modifications territoriales, même banales et européennes, pour l'après-guerre où "un monde nouveau se lève" (dernière phrase).

³ Interruption des séances surtout : Marseille ne tient sa séance "de rentrée" qu'en décembre. Voir par exemple l'"avertissement" du président Villard au début du *Bulletin de la Société de Géographie de Lyon* de 1914. Lille est un cas particulier, pour des raisons évidentes : le *Bulletin de la Société de Géographie de Lille* cesse de paraître et la Société de se réunir, sauf quatre réunions de comité.

⁴ L'interruption est le cas majoritaire. Continuent à paraître les *Bulletins des Sociétés de Géographie* de Marseille et de Toulouse, par exemple. De la même façon, le *Bulletin de la Société de Géographie commerciale* continua, avec un tome par année, mais plus réduit en pages, le *Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort* ne s'interrompit pas, mais fut retardé, avec de très minces livraisons. Difficultés pour les cotisations, évidemment (nombreuses mentions dans le *Bulletin de la Société de Géographie commerciale*).

⁵ Dès 1914 à Marseille, Jacques Léotard, le secrétaire général, en fait une sur "Les Puissances belligérantes et les origines de la Guerre" (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1914, pp. 89-93), Henri Barré, le bibliothécaire, une autre sur "Les colonies allemandes en 1914" (*Ibid.*, pp. 93-99). Après l'improvisation des débuts, on s'organise. Exemples de titres à Marseille : "La Syrie et la France" (Georges Vayssié), "L'action possible du pavillon français à Gênes" (Maurice Rondet-Saint), "Le Japon héroïque" (F.Gas-Faucher), "La Belgique héroïque" (Maurice Wilmotte), "Notre Armée noire" (Camille Guy), "Les Allemands et le pangermanisme" (Georges Blondel). On rassure en montrant "Comment la Géographie prévoit la Victoire" le 9 janvier 1916, "en s'appuyant sur des cartes et des statistiques et sur les étapes du grand conflit" (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1916, pp. 138-139. Conférence de Jacques Léotard). Paul Bourdarie souligne l'importance de "la participation de nombreuses colonies à la guerre" (conférence du 10 novembre 1917, *Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1917, pp. 82-83). Un grand article de Victoire (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1918-1919, en tête) : "La guerre de mouvement et la deuxième victoire de la Marne. La retraite allemande", par le général de division Perreaux. Au total, 70 conférences à Marseille pendant la guerre (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1918-1919, p. 141), soit davantage qu'à Paris. Camille Guy, admis à la Société de Géographie en 1895, et également membre de la Société de Géographie commerciale, avait été chef du service géographique au ministère des Colonies, puis gouverneur en Afrique, à la Réunion et aux Antilles.

Société de Géographie de Marseille¹, partage sous les lambris des salles de réunion des futures dépouilles de l'empire colonial allemand et de l'Empire ottoman²... Rien d'étonnant à ce que presque toute la matière du *Bulletin* marseillais de 1914-1918 soit absorbée par la Grande Guerre. Les originalités par rapport à Paris, hormis, naturellement, la faiblesse de l'action, sont rarissimes : citons le désir de récupérer le Cheik-Saïd, pris par les Turcs, et "libéré" par les Anglais, désir qui se manifeste à la Société de Marseille dès 1914, d'autant plus que le responsable de son acquisition en 1868 n'était autre qu'Alfred Rabaud, président-fondateur de la Société³.

Un cas plus original, en partie au moins, est celui de Toulouse. Certes, "les paisibles travaux scientifiques de la Société ont été interrompus par le tumulte des armes", comme dit le commandant Litre, président, à la séance du lundi 11 janvier 1915⁴, mais la guerre n'affecte pas la parution du *Bulletin de la Société de Géographie de Toulouse*. Elle en influence toutefois, bien sûr, le contenu, de la même façon que dans le reste du territoire national, mais aussi sous la forme de longues listes de membres cités à l'ordre de l'armée. Toutes les Sociétés de Géographie envisagent l'après-guerre, d'où de nombreux "programmes d'action", mais à Toulouse il s'agit de nombreux appels à une régénération – antirépublicaine – de la France⁵. Comme dit avec emphase à la séance tenue précisément le 11 novembre 1918 le colonel Prompt :

"... Arrière donc, les maniaques de la politique qui, tout à leurs vaines disputes, n'ont rien vu, rien entendu, rien senti, ni des maux endurés par les populations envahies, ni des prodiges de nos soldats, ni de leurs sacrifices, ni de leurs justes colères, ni de leur besoin de vengeance !

Arrière, les cléricaux de l'Humanitarisme, les faux dévots de la Fraternité des peuples..."⁶

¹ Qu'il complète par un article "La guerre et la Paix. Résumé historique des opérations de guerre en 1918 et des traités de paix en 1919", dans le *Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1918-1919, pp. 70-88.

² Exemples de conférences : Georges Vayssié le 26 novembre 1915 sur "La Syrie et la France" (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1915, pp. 49-68), comte Cressaty le 16 avril 1916 sur "Le rattachement de la Syrie à la France", E. du Vivier de Streel le 25 mars 1917 sur "L'Après-Guerre et notre empire colonial". Pendant la conférence de la Paix, Georges Vayssié prononça, le 14 avril 1919, une conférence sur "La France en péril dans le Levant" (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1919-1919, pp. 64-66)

³ *Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1914, p. 175.

⁴ *Bulletin de la Société de Géographie de Toulouse*, 1915, p. 1. Il y revient pp. 28-29.

⁵ Cf. la série d'articles de S.Cuénot, "Après la victoire : comment nous organiserons-nous ?", dans le *Bulletin de la Société de Géographie de Toulouse*, 1916-1919.

⁶ *Bulletin de la Société de Géographie de Toulouse*, 1919, p. 227. Le premier paragraphe est évidemment "ancien combattant", mais le second est totalement différent. Rappelons qu'à la conférence de la Paix Clemenceau s'entoura d'une pléiade de géographes dirigée par Emmanuel de Martonne pour discuter du tracé des frontières en Europe centrale et dans les Balkans. Les travaux de ces géographes furent publiés (*Questions européennes*, Imprimerie nationale, 1919, 2 vol.), mais "la corporation préféra ignorer ces travaux" (Y.Lacoste, *La géographie, ça sert, d'abord à faire la guerre*, Maspero, 1976, 187 p., réédition, La Découverte, 1982, IX+235 p., p. 214).

Pour les Sociétés de Géographie, multiples depuis plusieurs décennies, l'entre-deux-guerres va devenir comme pour d'autres organismes – comment ne pas songer au parti radical de Serge Berstein ¹? – le temps d'une pathétique tentative de retour à un âge d'or situé à la Belle Époque, ou plutôt un peu auparavant, tentative qui va s'avérer être vaine. L'entre-deux-guerres fut au contraire la démonstration par l'absurde de l'inanité des efforts entrepris et le signe pertinent de l'inadaptation de la géographie des "sociétés de pensée" aux ruptures d'un siècle décidément bien nouveau.

Les ruptures s'imposent aussi à l'historien et le gênent considérablement : beaucoup de Sociétés de Géographie ont cessé leur activité avec la Grande Guerre, pour les autres on n'a plus guère de listes d'admissions et plus de listes avec beaucoup de professions. À Paris, il n'y a plus de listes de membres du tout entre 1913 et 1939 ², les procès-verbaux sont très différents, réduits qu'ils sont désormais au simple résumé des communications et surtout des conférences, éventuellement publiées ensuite *in extenso*, et enfin les archives manquent à peu près totalement pour toute l'entre-deux-guerres. Rupture du nouveau siècle pour les Sociétés, mais aussi pour l'historien : sans doute y a-t-il ici un signe plus qu'une coïncidence...

La fin de la conquête coloniale au milieu des années trente, la crise de 1929, la multiplication d'organismes étatiques se substituant à l'activité des Sociétés de Géographie, puis la Seconde Guerre mondiale accentuent le déclin des Sociétés. Brutalement et cruellement, le premier problème va être pour les Sociétés de Géographie celui de l'existence même, voire de la survie au milieu de nouvelles difficultés. Il va falloir croire fermement dans les vérités anciennes et dans les nouvelles solutions. Enfin, cet après-guerre va s'avérer être un entre-deux-guerres : les Sociétés surent-elles et purent-elles combattre, sinon l'occupant de la Seconde Guerre mondiale du moins l'adversité ?

¹ S.Berstein, *Histoire du Parti radical*, thèse, FNSP, 2 vol., 1980 et 1982, 487 et 667 p.

² Liste au 31 décembre 1939 dans *La Géographie*, 4e trim. 1939, pp. 158 & suiv.

6°) Divers

un saint-simonien, Ismail (ou Ismaïl) Urbain, joua un rôle capital dans la naissance du concept de « royaume arabe » en Algérie ¹. Mulâtre originaire de Guyane, intellectuel saint-simonien très jeune (Thomas Urbain est né en 1812), « voyageur orientaliste », converti à l'Islam et changeant de prénom, circoncis en Égypte, marié à une musulmane en Algérie, interprète militaire, présent à la prise de la Smala d'Abd el-Kader, puis chef de bureau au ministère de la Guerre, distingué par Napoléon III à plusieurs reprises. Il part dans l'empire ottoman dans l'espoir de diffuser le principe de l'égalité des sexes et cet autre de l'union entre l'Occident et l'Orient. Il se convertit pour symboliser l'union entre les deux religions du Livre. Très nombreux allers-et-retours entre la métropole et l'Algérie. Grande influence à partir du long séjour de Napoléon III en Algérie en 1865

voir la carte polycopiée des résistances en Afrique

la « course au Tchad » et la fin de la conquête du Sahara :

- en 1890, Eugène Étienne, personnage clé du parti colonial (voir *Débuts*) lance l'idée d'une jonction au lac Tchad de l'œuvre colo. d'Algérie, d'Afrique occ. et d'Afrique éq. Le Comité de l'Afrique française (voir *Débuts*) parle de « bloc africain »
- en 1898-1899, trois lourdes expéditions militaires partent du Soudan (mission Voulet-Chanoine), d'Algérie (mission Foureau-Lamy) et du Congo (mission Gentil). Buts : jonction et abattre Rabah
- mais les instructions données sont peu claires et dans le même temps Marchand part de Brazzaville pour Fachoda (voir *Débuts*)
- Paul Voulet et Julien Chanoine, qui se prennent pour des conquistadores, pratiquent une expédition très brutale (violences physiques, villages brûlés, etc.), ils tuent l'officier envoyé à leurs trousses, deviennent vraisemblablement fous et sont massacrés par leurs tirailleurs en juillet 1899 ; un de leurs subordonnés réussit à faire sa jonction avec la mission Foureau-Lamy au lac Tchad (février 1900)
- Gentil avait atteint le lac le premier, dès nov. 1897 ; confiant, il part pour la France en laissant sur place un subordonné, qui se fait massacrer avec tous ses tirailleurs (juillet 1898). Gentil revient et fait sa jonction avec les deux autres missions (avril 1900)
- Lamy prend le commandement de l'ensemble, bat Rabah (22 avril 1900), mais il est tué, Rabah aussi
- mais il reste à constituer véritablement le bloc africain rêvé en 1890
- à remarquer que tout ceci se passe sur fond d'affaire Dreyfus (qui pousse à étouffer l'affaire Voulet-Chanoine) et d'Exposition universelle !
- la mission Foureau-Lamy a, au passage, « pacifié » le Sud algérien ; la France demeure

¹ Cf. A.Levallois, *Les écrits autobiographiques d'Ismaïl Urbain. Homme de couleur, saint-simonien et musulman (1812-1884)*, Maisonneuve et Larose, 2004, 197 p.

dans l'est saharien prudente face aux Senoussistes et aux Turcs de Tripolitaine
- à l'ouest, la France délimite avec l'Espagne leurs possessions respectives (Rio de Oro...),
mais en fait la pacification ne sera achevée qu'en 1934, la Mauritanie ne sera organisée
qu'en 1920 et ne sera dotée d'une capitale, Nouakchott, qu'en 1957, juste avant
l'indépendance !

Danrit (anagramme de Driant) imagine, dans sa série « La guerre au Vingtième Siècle »,
un volume sur la guerre électrique (*L'Invasion noire*), menée victorieusement par les
Occidentaux contre un *Djihad* des musulmans : barrages électriques, blindés électriques,
etc.

caricature Fachoda polycopiée : la voir

© Dominique Lejeune pour l'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie

APHG